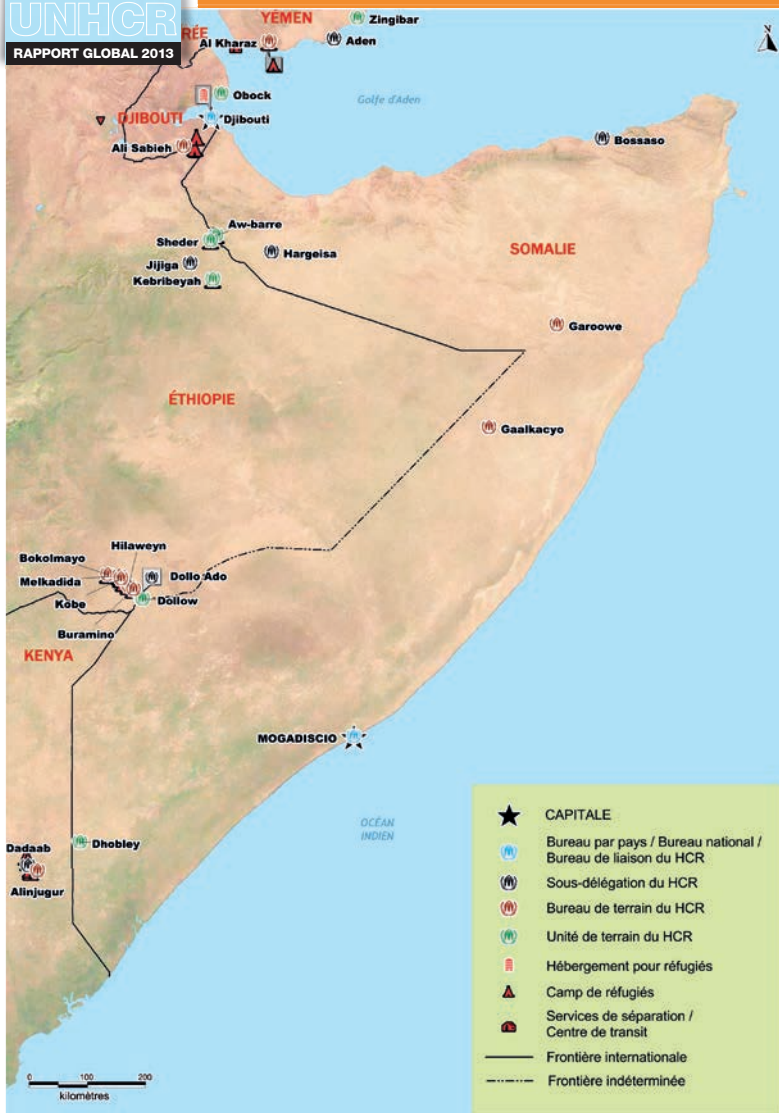




SOMALIE

UNHCR
RAPPORT GLOBAL 2013



Présence du HCR | 2013

Nombre de bureaux	8
Total personnel	118
Effectif international	18
Effectif national	68
VNU	11
Autres	21

| Aperçu |

Faits marquants

- La stabilité relative observée dans certains secteurs du pays a entraîné le retour spontané de milliers de déplacés internes et de réfugiés en 2013. Parallèlement, le HCR a continué à offrir une aide globale et un accès complet à des services essentiels à toutes les personnes relevant de sa compétence (déplacés internes, réfugiés et demandeurs d'asile) dans le pays, tout en dispensant un appui technique direct aux autorités.
- L'Organisation a recentré sa stratégie opérationnelle sur les solutions durables et encouragé un Gouvernement de plus en plus intéressé et impliqué, ainsi que les institutions onusiennes, les ONG et les communautés locales, à inclure les solutions durables dans leurs considérations. La situation stable qui régnait au *Puntland* et au *Somaliland* a offert l'occasion de promouvoir des solutions durables à la situation prolongée des déplacés internes par l'intégration sur place et la réintégration. À Galkayo-Nord, les autorités ont cédé des terrains à 200

familles de déplacés particulièrement vulnérables, qui vivaient dans un campement depuis plus de 15 ans et souhaitaient s'intégrer sur place. Le Consortium pour les retours, conduit par le HCR, a aidé plus de 40 000 déplacés somaliens (quelque 11 000 familles) à rentrer, principalement dans les régions du centre-sud.

- Le HCR a élaboré une stratégie de protection pour les déplacés internes, prêté son concours technique au Gouvernement pour faciliter l'élaboration de la politique en faveur des déplacés internes et recommandé de mettre en place une solide institution chargée des déplacés, rattachée au ministère de l'Intérieur.
- À Hargeisa, le ministère de la Réinstallation, du Relèvement et

de la Reconstruction a prôné le rapatriement librement consenti de quelque 3 000 Somaliens réfugiés à Djibouti, ce qui a abouti à des discussions entre les autorités du *Somaliland* et de Djibouti, à une coordination transfrontalière assurée avec l'appui du HCR et à l'évaluation préliminaire des zones de retour potentielles.

- Une stratégie régionale a été élaborée en vue de rechercher des solutions durables pour les réfugiés somaliens accueillis dans les pays limitrophes. En novembre, le Gouvernement du Kenya, le Gouvernement fédéral de Somalie et le HCR ont conclu un accord tripartite régissant les futurs rapatriements librement consentis. Par la suite, le HCR a commencé à travailler sur un projet pilote d'aide au

retour, destiné aux Somaliens réfugiés au Kenya exprimant le souhait de rentrer dans trois secteurs identifiés en Somalie. Cependant, ce projet n'a pas eu d'impact sur l'évaluation des besoins de protection internationale des demandeurs d'asile originaires de Somalie. Comme la sécurité restait précaire dans les autres régions de Somalie, la majorité des réfugiés somaliens vivant dans des pays d'asile ont continué à avoir besoin de protection internationale.

- Conformément à la stratégie régionale liée à l'Initiative globale du Haut Commissaire pour les réfugiés somaliens et au Pacte issu du New Deal pour la Somalie, le HCR a recommandé de mettre en place une plateforme pour les solutions à Mogadiscio. Cette plateforme

permettrait d'aborder des questions telles que la consolidation de la paix et la prévention des conflits au travers d'activités d'aide au retour et à la réintégration.

Elle encouragerait également la collaboration entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement dans des régions sûres et accessibles.

Personnes relevant de la compétence du HCR

Les principales populations relevant de la compétence du HCR étaient composées de quelque 2 420 réfugiés enregistrés en Somalie, principalement originaires d'Érythrée, d'Éthiopie et de République-Unie de Tanzanie (Zanzibar), et de quelque 9 880 demandeurs d'asile, principalement érythréens et éthiopiens,

accueillis pour la plupart au *Somaliland*. En outre, il y avait 1,1 million de déplacés internes enregistrés, environ 104 700 déplacés de retour enregistrés, dont 14 000 déplacés rentrés spontanément en 2013 ; et quelque 36 000 mouvements transfrontaliers/retours de réfugiés en provenance de pays voisins enregistrés.

Type de population	Origine	Total	Nb pers. assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
Réfugiés	Éthiopie	2 300	2 300	50	54
	Pays divers	120	120	45	55
Demandeurs d'asile	Éthiopie	9 800	9 800	49	47
	Pays divers	80	80	35	44
Déplacés internes	Somalie	1 133 000	1 107 000	-	-
Déplacés de retour, y compris apparentés déplacés	Somalie	104 700	90 800	-	-
Autres personnes relevant de la compétence du HCR	Pays divers	70	70	70	41
Réfugiés de retour	Kenya	28 800	-	-	-
	Éthiopie	4 500	-	-	-
	Yémen	2 600	30	-	-
	Pays divers	180	-	-	-
Total		1 286 150	1 210 200		

| Résultats en 2013 |

Réalisations et impact

Le tableau suivant contient des exemples d'objectifs et de cibles prévus pour les interventions dans le cadre du programme du HCR dans cette opération en 2013. De brefs commentaires sur les résultats de fin d'année

et l'impact sur les personnes relevant de la compétence du HCR sont indiqués, notamment les raisons pour lesquelles les cibles n'ont pu être atteintes dans certains cas.

Activités en 2013	Personnes relevant de la compétence du HCR	Cible globale en 2013	Résultats fin 2013
BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS			
État de santé de la population amélioré			
<p>Résultats/impact : à Mogadiscio, le HCR a orienté 10 familles de réfugiés zanzibariens, sur un total de 84, sur des services de santé assurés par un organisme caritatif. À Bossaso, un mémorandum d'accord a été conclu avec le ministère de la Santé afin d'offrir des services de médecine primaire aux réfugiés et demandeurs d'asile, à la suite de quoi 145 individus ont bénéficié de consultations médicales. À Galkayo, l'Organisation a fourni des soins de santé primaires aux 477 réfugiés/demandeurs d'asile, grâce à des partenariats avec des ONG. À Hargeisa, le HCR a continué à soutenir des activités de médecine primaire et plus de 2 000 réfugiés et demandeurs d'asile ont été assistés.</p>			
<p>Écarts : à Mogadiscio, les réfugiés zanzibariens ont eu des difficultés à accéder aux services médicaux, en raison d'un manque de moyens de transport et du montant des frais médicaux. À Bossaso, il est nécessaire de procéder à une évaluation ultérieure du système de santé et des possibilités de renforcement des capacités, afin d'aider les établissements publics à assurer une prestation durable de services médicaux auprès des personnes relevant de la compétence du HCR.</p>			
Mesure dans laquelle les personnes ont accès aux soins de santé primaires	Réfugiés et demandeurs d'asile	80%	50%

Activités en 2013	Personnes relevant de la compétence du HCR	Cible globale en 2013	Résultats fin 2013
La population bénéficie d'un accès optimal à l'éducation			
<p>Résultats/impact : à Mogadiscio, les 19 enfants réfugiés (âgés de cinq à 17 ans) originaires de Zanzibar ont été inscrits à l'école récemment ouverte, financée et gérée par le Conseil norvégien pour les réfugiés. À Bossaso, à compter de janvier 2013, 498 élèves ont poursuivi leur année scolaire sans frais. À Galkayo et à Hargeisa, le HCR a, par l'intermédiaire de ses partenaires, dispensé un enseignement gratuit aux enfants réfugiés et demandeurs d'asile. L'Organisation a plaidé pour que les enfants réfugiés aient accès aux établissements scolaires et aux certificats nationaux, et pour que leur intégration aux côtés des enfants de la communauté d'accueil soit renforcée.</p> <p>Écarts : au <i>Puntland</i>, les indicateurs relatifs à l'éducation sont restés médiocres, en raison de restrictions financières et de l'absence d'écoles publiques. Les écoles privées facturent des frais de scolarité auxquels les parents réfugiés et demandeurs d'asile ne peuvent pas faire face. Au <i>Somaliland</i>, seuls les réfugiés reçoivent l'assistance du HCR, ce qui fait que beaucoup d'enfants demandeurs d'asile n'ont pas les moyens d'aller à l'école.</p>			
Pourcentage d'enfants âgés de six à 13 ans scolarisés dans le primaire	Réfugiés et demandeurs d'asile	80%	78%
Abris et infrastructures construits, améliorés et entretenus			
<p>Résultats/impact : à Galkayo, de possibles solutions durables ont été identifiées. Grâce aux efforts de sensibilisation déployés par le HCR auprès de l'administration régionale de Mudug, les autorités ont cédé des terrains aux déplacés internes les plus vulnérables, qui vivaient dans un campement depuis 15 ans et avaient exprimé le souhait de s'intégrer sur place. Le fait qu'ils soient désormais propriétaires de ces terrains a permis de construire des abris permanents et semi-permanents avec l'aide du HCR.</p> <p>Écarts : le volume limité des ressources demeure la principale contrainte, concernant la mise à disposition d'abris, et seuls les plus vulnérables ont bénéficié de cette assistance. À Bossaso et à Garowe, la nécessité de construire des abris permanents et semi-permanents pour les déplacés internes se faisait sentir, car la plupart d'entre eux vivaient dans des abris insalubres touchés par des incendies. À Galkayo, un grand nombre de déplacés de longue date ayant opté pour l'intégration sur place n'ont pas encore été assistés.</p>			
Nombre de personnes recevant des abris d'urgence	Déplacés internes	270 000	32 502
La population dispose d'un nombre suffisant d'articles ménagers et de première nécessité			
<p>Résultats/impact : en 2013, le HCR a fourni des colis d'articles non alimentaires contenant des bâches en plastique, des couvertures et des jerrycans à plus de 103 000 personnes en Somalie. Dans la région centre-sud, près de 70 000 personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu plus de 12 000 colis, alors que dans la région du <i>Puntland</i>, près de 34 000 individus ont reçu 5 600 colis au total, dont 1 000 colis ont été distribués dans la région de Nugal et 1 531 colis distribués en partenariat avec le Conseil danois pour les réfugiés à des personnes touchées par le cyclone qui a balayé le <i>Puntland</i> en novembre.</p> <p>Écarts : les ressources disponibles n'étaient pas suffisantes pour répondre aux besoins. En outre, en raison de la faible durée de vie des bâches en plastique, des nattes et des couvertures, l'impact de l'intervention est resté minime.</p>			
Pourcentage de ménages dont les besoins en articles ménagers et de première nécessité sont satisfaits	Déplacés internes	70%	22%
PROCESSUS DE PROTECTION ET DOCUMENTS ADÉQUATS			
Qualité de l'enregistrement et du profilage améliorée ou maintenue			
<p>Résultats/impact : à Mogadiscio, les réfugiés ont pu bénéficier de droits fondamentaux et de services essentiels, ainsi que de la liberté de circulation. Au <i>Puntland</i>, 192 réfugiés ont été enregistrés à titre individuel dans le cadre d'entretiens et d'examen de présélection assurés à Garowe ; 90 pour cent des certificats périmés ont été renouvelés et les données d'enregistrement actualisées. L'arrière concernant l'enregistrement de quelque 7 600 demandeurs d'asile à Hargeisa a été liquidé. Au <i>Somaliland</i>, les demandeurs d'asile ont eu accès à la procédure d'asile de l'état indépendant autoproclamé, notamment à l'enregistrement, à la délivrance de documents et à l'entretien destiné à déterminer leur statut.</p> <p>Écarts : les ressources et les capacités locales étant limitées, le HCR a continué à soutenir et à assurer la détermination du statut de réfugié.</p>			
Pourcentage de personnes enregistrées à titre individuel	Réfugiés et demandeurs d'asile	100%	83%
SOLUTIONS DURABLES			
Potentiel en matière de retour volontaire réalisé			
<p>Résultats/impact : l'intérêt des déplacés internes pour un retour volontaire en Somalie (en particulier à Mogadiscio, Galkayo, Hargeisa, Garowe et Bossaso) a augmenté par rapport à 2012. Le HCR a continué à présider le Consortium pour les retours afin de soutenir les déplacés internes dans leur décision d'exercer leur droit de circuler librement et de trouver une solution durable dans leur lieu d'origine.</p> <p>Écarts : plus d'1,1 million de personnes étant déplacées dans le pays, les besoins relatifs aux solutions durables n'ont été que partiellement satisfaits, en raison de l'insuffisance des fonds alloués au retour et à la réintégration. Les retours volontaires ont été entravés par d'autres contraintes, dont : la sécurité dans les régions de déplacement, de transit et de retour ; les risques environnementaux, dont la sécheresse et les inondations ; les litiges fonciers et immobiliers potentiels ; et le manque de services essentiels et de moyens de subsistance dans les zones de retour.</p>			
Nombre de personnes recevant des colis d'aide au retour	Déplacés internes	420 000	42 091
SÉCURITÉ FACE À LA VIOLENCE ET À L'EXPLOITATION			
Risque de violence sexuelle et sexiste (VSS) réduit et qualité de la réponse améliorée			
<p>Résultats/impact : la VSS est courante en Somalie et continue à poser un problème de protection majeur. L'impunité est généralisée, alors que les agressions restent en grande partie sous-déclarées, voire passées sous silence. Il est particulièrement difficile d'accéder à la justice institutionnelle, en particulier en milieu rural. Dans ce contexte, certains progrès ont été réalisés en matière de prestation de services. Dans toutes les zones où il menait des opérations, le HCR a soutenu les victimes de VSS en facilitant un accompagnement psychologique/post-traumatique, en dispensant une aide juridique, en fournissant des kits d'articles d'hygiène féminine et de vêtements et en travaillant avec les leaders communautaires sur un mécanisme d'orientation et de prise en charge communautaire, y compris par des services d'accompagnement et des formations sur la VSS. 1 700 victimes ont bénéficié de cette assistance.</p> <p>Écarts : le nombre d'incidents signalés a été conforme à la cible ; cependant, l'une des causes profondes de la VSS, à savoir le manque de foyers-refuges, n'a pas été traitée efficacement. Les jeunes femmes et les jeunes filles avaient besoin de trouver d'autres moyens de subsistance alternatifs et décents ; cependant, ces besoins n'ont pas été satisfaits non plus.</p>			
Nombre de cas de VSS déclarés	Déplacés internes	2 000	1 700

2013 activities	People of concern (PoC)	2013 comprehensive target	2013 year-end result
Protection contre les effets des conflits armés renforcée			
Résultats/impact : à travers la Somalie, 45 partenaires ont participé à l'exécution des activités du réseau de suivi de la protection et des retours. Une aide en matière de soins médicaux et de transport a été nécessaire pour 250 cas urgents et 3 200 rapports ont été revus, vérifiés et enregistrés.			
Écarts : il est toujours difficile d'améliorer la vérification des informations, qui permet aux partenaires d'assurer un suivi de qualité et d'allouer les ressources aux zones où se trouvent les personnes qui relèvent de la compétence du HCR, en raison de contraintes financières, ainsi que du fait de problèmes de sécurité.			
Mesure dans laquelle les personnes sont menacées par un conflit armé ou par la présence d'éléments armés	Déplacés internes	40%	37%

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux :

Ministère du Développement local et rural, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité nationale, Ministère de la Réinstallation, du Relèvement et de la Reconstruction

ONG :

Action Africa Help International, Action in Semi-Arid Lands, African Volunteers for Relief and Development, Agency for Peace and Development, American Refugee Committee, Centre for Research and Integrated Development, Comprehensive Community Based Rehabilitation in Somaliland, Conseil danois pour les réfugiés, Conseil norvégien pour les réfugiés, Galkayo Education Center for Peace and Development, Galkayo Medical Foundation, Gruppo per le Relazioni Transculturali, Horn Youth Development Association, INTERSOS, KAALO Relief and Development, Mercy Corps, Save Somali Women and Children, Somali Family Services, Somali Rehabilitation and Development Agency, Somali Women Solidarity Organisation, SOS-Kinderdorf International, Université d'Hargeisa - Bureau d'aide juridique, réseau We Are Women Activists, Women Pioneers for Peace and Life

Partenaires opérationnels

BCAH, CICR, FAO, FNUAP, OIM, OMS, ONU-Habitat, PAM, PNUD, UNICEF

Évaluation des résultats

Globalement, l'environnement opérationnel en Somalie demeure difficile et très imprévisible, car la situation politique et sécuritaire est toujours instable, en dépit des évolutions positives observées dans certains secteurs. Néanmoins, le HCR, de concert avec des institutions onusiennes et des partenaires opérationnels, a établi sa présence dans le pays et l'a maintenue, et a entrepris de renforcer les capacités des institutions publiques et des ONG nationales. En outre, malgré les défis, l'implication des autorités dans le traitement des problèmes d'asile et leur intérêt pour ces questions, y compris pour la quête de solutions durables à la situation des réfugiés et des déplacés internes, ont augmenté avec le soutien du HCR.

Le HCR a travaillé en synergie avec d'autres acteurs humanitaires pour élaborer des programmes d'appui aux retours facilités et aux retours spontanés de réfugiés, ainsi que des programmes d'appui conjoint interorganisations pour les déplacés internes de retour dans leur localité d'origine. Outre le Consortium pour les retours, le HCR a créé une équipe spéciale pour les retours avec des institutions onusiennes, l'Organisation de la coopération islamique et des partenaires non gouvernementaux à Mogadiscio.

Un cadre plus large de partenariat et de coopération était en cours d'élaboration avec les ministères compétents en vue de définir une stratégie à long terme de recherche de solutions durables.

Collaboration avec les partenaires

Le HCR a entretenu un dialogue avec le Gouvernement fédéral de Somalie, les autorités du *Puntland* et du *Somaliland*, l'Équipe des Nations Unies dans le pays, l'Équipe humanitaire dans le pays, la Mission des Nations Unies en Somalie et de nombreux partenaires et intervenants non onusiens – à l'intérieur et à l'extérieur de la Somalie – afin de permettre l'élaboration d'une stratégie commune et de programmes complémentaires.

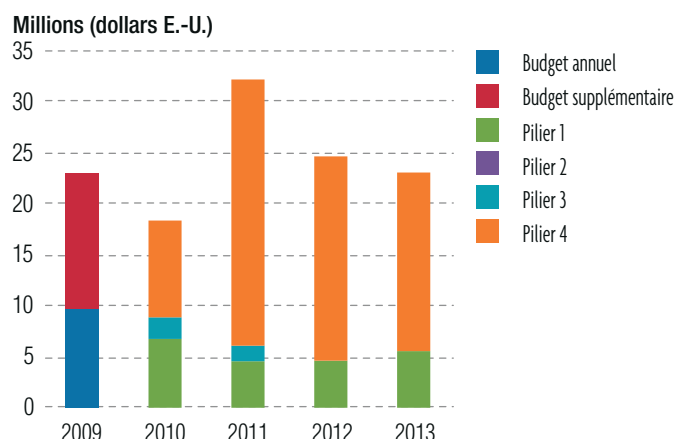
Dans le cadre des opérations des Nations Unies, le HCR a continué à coordonner la réponse aux besoins humanitaires dans les zones de déplacement avec les autres institutions onusiennes. Cette réponse visait notamment à prendre en charge les besoins de réintégration et de relèvement dans les zones de retour. Pour trouver des solutions durables, des alliances stratégiques avec des donateurs issus de la communauté du développement et des institutions financières ont été recherchées. Le Consortium pour les retours, présidé par le HCR et l'équipe spéciale pour les retours mise en place par ses soins sont devenus les piliers de la réponse des Nations Unies aux besoins humanitaires en Somalie. Les partenariats avec les ONG originaires des zones d'intervention sont toujours essentiels pour opérer dans les régions sujettes aux conflits.

| Informations financières |

Dépenses en Somalie | 2009-2013

Le budget global de l'opération du HCR en Somalie a été fixé à 55,3 millions de dollars E.-U. en 2013, contre 48,7 millions en 2012. Cette hausse de 13,7 pour cent s'explique essentiellement par l'augmentation des retours des déplacés internes, qui ont quitté divers secteurs pour rentrer dans la région du centre-sud.

Le niveau de financement a permis à l'opération de dépenser 23,1 millions de dollars E.-U.



Budget, revenus et dépenses en Somalie | dollars E.-U.

Opération	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
BUDGET FINAL	9 031 162	46 278 097	55 309 260
Revenus issus des contributions ¹	7 780 170	19 750 517	27 530 687
Autres fonds disponibles / transferts	(1 413 012)	1 953 756	540 744
Total des fonds disponibles	6 367 158	21 704 272	28 071 431

DÉPENSES PAR OBJECTIF

Environnement de protection favorable

Droit et politique générale	76 449	361 056	437 504
Accès à l'assistance juridique et recours	93 599	180 528	274 126
Accès au territoire et réduction du risque de refoulement	195 345	0	195 345
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	81 210	578 640	659 850
Sous-total	446 602	1 120 224	1 566 826

Processus de protection et documents adéquats

Enregistrement et établissement de profils	531 548	0	531 548
Procédures de détermination du statut	123 567	0	123 567
Enregistrement et documents d'état civil	37 036	0	37 036
Sous-total	692 151	0	692 151

Sécurité face à la violence et à l'exploitation

Protection contre les conséquences du conflit armé	0	1 174 185	1 174 185
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	277 640	2 146 955	2 424 596
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	126 836	571 584	698 420
Protection des enfants	148 143	0	148 143
Sous-total	552 620	3 892 724	4 445 344

Opération	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<i>Besoins de base et services essentiels</i>			
Santé	356 403	0	356 403
Santé procréative et services liés au VIH	111 108	0	111 108
Assainissement et hygiène	37 036	203 746	240 782
Abris et infrastructure	39 726	416 073	455 799
Articles ménagers et articles de base	37 036	800 484	837 520
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	483 583	0	483 583
Éducation	403 505	0	403 505
Sous-total	1 468 397	1 420 302	2 888 700
<i>Autonomisation et autogestion communautaires</i>			
Mobilisation communautaire	47 744	180 528	228 272
Coexistence avec les communautés locales	51 422	180 690	232 112
Autosuffisance et moyens d'existence	85 653	1 092 977	1 178 630
Sous-total	184 818	1 454 195	1 639 014
<i>Solutions durables</i>			
Stratégie de solutions globales	238 958	182 534	421 492
Retour volontaire	1 085 072	4 365 706	5 450 778
Intégration	0	619 960	619 960
Réinstallation	149 226	181 488	330 714
Sous-total	1 473 256	5 349 689	6 822 945
<i>Direction, coordination et partenariats</i>			
Coordination et partenariats	0	455 436	455 436
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	0	180 528	180 528
Sous-total	0	635 964	635 964
<i>Appui à la logistique et aux opérations</i>			
Logistique et chaîne d'approvisionnement	0	748 264	748 264
Gestion des opérations, coordination et appui	357 106	891 503	1 248 609
Sous-total	357 106	1 639 767	1 996 874
Solde des versements aux partenaires d'exécution	404 543	2 054 490	2 459 033
Total	5 579 493	17 567 356	23 146 850

¹ Les revenus issus des contributions incluent des coûts d'appui indirect prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au Mandat". Les contributions affectées à tous les piliers sont incluses dans le Pilier 1.